

2. Les dépenses d'investissement ne sont pas remboursées, sauf si elles étaient justifiées pour l'exécution de la convention de recherche.

Les charges d'amortissement d'un emprunt ne sont pas admises.

Art. 6. Les centres bénéficiaires autorisent la Cour des comptes et les fonctionnaires de l'administration de l'hygiène à contrôler sur place l'affectation des fonds octroyés.

Art. 7. Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 novembre 1992

Le Ministre-Président de l'Exécutif flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget,
des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 446

28 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française réglant l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'homologation des certificats et des diplômes de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, notamment les articles 4 et 7;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 octobre 1992;

Vu l'avis de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 1^{er} janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises prévoit l'homologation des certificats et des diplômes; que, ledit décret étant entré en vigueur le 1^{er} janvier 1992, il convient que les modalités d'homologation soient prises sans délai pour permettre l'homologation des titres délivrés à l'issue de l'année scolaire 1991-1992;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 7 décembre 1992,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Organisation de la Commission

Article 1^{er}. La Commission d'homologation est constituée par l'Exécutif. Elle est chargée d'homologuer les certificats d'apprentissage visés à l'article 4 du décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et les diplômes de chef d'entreprise visés à l'article 7 du décret précité qui sont délivrés par les Centres de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommés « les Centres ».

Art. 2. La Commission comprend huit membres désignés par l'Exécutif comme suit :

- le Secrétaire général du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation;
- un fonctionnaire de la direction générale qui a la formation dans ses attributions;
- deux inspecteurs de l'enseignement secondaire;
- quatre fonctionnaires de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, dont au moins deux conseillers pédagogiques.

L'Exécutif nomme le Président et le Vice-président parmi les membres, du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Le Secrétaire général du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation désigne le secrétaire et son adjoint parmi le personnel de l'administration; ils doivent avoir au moins le grade de Secrétaire d'administration.

Le Président fixe le siège de la Commission en accord avec le Secrétaire général du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Art. 3. Les membres de la Commission sont nommés pour six ans.
Leur mandat est renouvelable.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement de la Commission*TITRE 1^{er}. — *Dépôt des certificats et des diplômes*

Art. 4. Les certificats et les diplômes, ainsi que les documents qui les accompagnent, sont transmis par les Centres à l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises. Celui-ci les dépose au siège de la Commission avant le 30 octobre qui suit la fin des examens finals des stades de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise. Il est déposé, en même temps, en double exemplaire, une liste des dépôts établie conformément à l'article 5.

En cas de force majeure, dûment justifiée, le Président de la Commission peut accepter le dépôt de certificats et de diplômes hors délai.

Art. 5. Lors du dépôt, les documents suivants doivent être joints :

1. une déclaration du Directeur du Centre attestant que le programme de formation a été effectivement suivi par les titulaires;
2. le rapport d'examen en vue de la délivrance des certificats et des diplômes;
3. les documents requis pour l'apprentissage et la formation de chef d'entreprise, tels qu'ils sont déterminés par le Ministre qui a la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre ».

Art. 6. L'Exécutif peut fixer un éventuel droit d'homologation des certificats et des diplômes visés à l'article 1^{er}.

TITRE 2. — *Homologation des certificats et des diplômes*

Art. 7. Dès la constitution de la Commission, le Président prend les mesures nécessaires pour assurer la bonne marche des opérations. En cas d'empêchement, le Vice-président assume les missions dévolues au Président. Un règlement d'ordre intérieur est soumis à l'agrément du Ministre.

Art. 8. Chaque certificat et diplôme fait l'objet d'une délibération particulière en vue d'accorder ou de refuser l'homologation au nom de la Commission. Les décisions de refus sont dûment justifiées.

Art. 9. La Commission ne délibère valablement que si la majorité des membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage des voix, celle du Président ou, le cas échéant, celle du Vice-président, est prépondérante.

Art. 10. Les procès-verbaux des opérations préparatoires, des délibérations et décisions sont consignés dans un registre. Le procès-verbal de chaque journée ou séance est signé par le Président, le secrétaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de liste des présences.

Art. 11. L'homologation est constatée par une délibération signée par le Président et le secrétaire.

Art. 12. Les certificats et les diplômes homologués sont renvoyés via l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises aux Centres concernés; ceux-ci les font parvenir sans délai aux titulaires.

Art. 13. Le Président transmet au Ministre la liste des certificats et des diplômes refusés en communiquant les motifs de la décision.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le montant des indemnités dues au Président, au Vice-Président, au secrétaire, au secrétaire-adjoint et aux membres du chef de frais de route et de séjour est respectivement calculé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et de l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour aux membres du personnel des Ministères.

Art. 15. La première échéance prévue à l'article 4 est reportée au 31 décembre 1992 pour les titres délivrés au terme de l'année scolaire 1991-1992.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1992.

Art. 17. Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 décembre 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 446

28 DECEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende de organisatie en de werking van de Commissie voor de homologatie van de getuigschriften en diploma's van permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1971 betreffende de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, inz. de artikelen 4 en 7;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 oktober 1992;

Gelet op het advies van het « Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises »;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 1 januari 1973 en inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten d.d. 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet d.d. 3 juli 1991 betreffende de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen in de homologatie van de getuigschriften en diploma's voorziet; dat bedoeld decreet in werking treedt op 1 januari 1992 zodat de homologatievoorwaarden onverwijld vastgesteld moeten worden om de homologatie van de na afloop van het schooljaar 1991-1992 uitgereikte bewijsstukken mogelijk te maken;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 7 december 1992.

HOOFDSTUK I. — *Organisatie van de Commissie*

Artikel 1. De Commissie voor de homologatie wordt door de Executieve samengesteld. Ze wordt belast met de homologatie van de leergetuigschriften bedoeld in artikel 4 van het decreet van 3 juli 1991 betreffende de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de diploma's van ondernemingshoofd bedoeld in artikel 7 van bovenvermeld decreet, die door de Centra voor permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna genoemd « de Centra », uitgereikt worden.

Art. 2. De Commissie bestaat uit acht leden, die als volgt door de Executieve worden aangesteld :

- de secretaris-generaal van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming;
- een ambtenaar van de voor de vorming bevoegde algemene directie;
- twee inspecteurs van het secundair onderwijs;
- vier ambtenaren van het « Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », waaronder ten minste twee pedagogische adviseurs.

De Executieve benoemt de voorzitter en de ondervoorzitter onder de leden van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

De Secretaris-generaal van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming stelt de secretaris en diens adjunct onder het personeel van het bestuur aan; zij moeten ten minste de graad van bestuurssecretaris hebben.

De Voorzitter bepaalt de zetel van de Commissie in overleg met de secretaris-generaal van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Art. 3. De leden van de Commissie worden voor zes jaar benoemd. Hun mandaat is vernieuwbaar.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de Commissie*

TITEL I. — *Indiening van getuigschriften en diploma's*

Art. 4. De getuigschriften en diploma's, alsmede de documenten die ermee gepaard gaan, worden door de Centra overgezonden aan het « Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », dat ze ten zetel van de Commissie indient de 30e oktober na de eindexamens van de stadia leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd. Tegelijkertijd wordt een lijst van de ingediende stukken, opgemaakt overeenkomstig artikel 5, in tweevoud ingediend.

Bij behoorlijk verantwoorde overmacht kan de voorzitter van de Commissie de niet tijdig ingediende getuigschriften en diploma's buiten de termijn aanvaarden.

Art. 5. Bij het indienen moeten volgende documenten toegevoegd worden :

1. een verklaring waarbij de directeur van het Centrum getuigt dat het vormingsprogramma door de titularissen werkelijk gevolgd werd;
2. het examenverslag met het oog op het uitreiken van getuigschriften en diploma's;
3. de documenten vereist voor de leertijd en de opleiding tot ondernemingshoofd, zoals ze bepaald worden door de Minister tot wiens bevoegdheid de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen behoort, hierna genoemd « de Minister ».

Art. 6. De Executieve kan een eventueel homologatierecht voor de in artikel 1 bedoelde getuigschriften en diploma's bepalen.

TITEL 2. — *Homologatie van de getuigschriften en diploma's*

Art. 7. Zodra de Commissie samengesteld is, neemt de voorzitter de nodige maatregelen voor de goede gang van de verrichtingen. Bij verhindering van de voorzitter neemt de ondervoorzitter de aan de voorzitter toevertrouwde opdrachten over. Een huishoudelijk reglement wordt de Minister ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 8. Elk getuigschrift en diploma maakt het voorwerp uit van een bijzondere beraadslaging om namens de Commissie de homologatie toe te staan of te weigeren. De beslissingen inzake weigering worden behoorlijk verantwoord.

Art. 9. De Commissie beraadslagt geldig wanneer de meerderheid der leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden bij meerderheid van de stemmen genomen; bij staking van de stemmen is die van de voorzitter of desgevallend van de ondervoorzitter doorslaggevend.

Art. 10. De notulen van de voorbereidende verrichtingen, van de beraadslagingen en beslissingen worden in een register opgenomen. De notulen van elke dag of vergadering worden door de voorzitter, de secretaris en de aanwezige leden ondertekend. De registers met de notulen vervangen de presentielijsten.

Art. 11. De homologatie wordt vastgesteld bij een beslissing die door de voorzitter en de secretaris ondertekend wordt.

Art. 12. De gehomologeerde getuigschriften en diploma's worden via het « Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » naar de betrokken centra teruggestuurd; deze doen ze onverwijld aan de titularissen geworden.

Art. 13. De Voorzitter overhandigt aan de Minister de lijst van de geweigerde getuigschriften en diploma's, met de motivering van de beslissing.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 14. Het bedrag van de vergoedingen verschuldigd aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden, voor reis- en verblijfkosten, wordt resp. berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en dat van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen voor reiskosten voor de personeelsleden van de ministeries.

Art. 15. De eerste in artikel 4 bepaalde vervaldatum wordt tot 31 december 1992 verdaagd voor de bekwaamheidsbewijzen, uitgereikt na afloop van het schooljaar 1991-1992.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1992.

Art. 17. De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 december 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 93 — 447

[S-C — 33003]

27. NOVEMBER 1992. — Erlaß der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Abänderung des Erlasses der Exekutive vom 19. Dezember 1988 bezüglich der Prüfungen und der Bewertung in der Grundausbildung des Mittelstandes

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Juli 1990 und 18. Juli 1990;

Aufgrund des Dekretes vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 19. Dezember 1988 bezüglich der Prüfungen und der Bewertung in der Grundausbildung des Mittelstandes, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 10. Juli 1991;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Tatsache, daß es den Zentren für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen ohne zeitliche Verzögerung ermöglicht werden muß, ab dem Schuljahr 1992-1993 das Bewertungs- und Prüfungsverfahren im Fachbereich der Betriebsführungskennnisse sowohl in der Meisterausbildung als auch in den anerkannten Schnellkursen pädagogisch einwandfrei organisieren zu können;

Auf Vorschlag des Gemeinschaftsministers für Unterricht und Ausbildung, Kultur, Jugend und wissenschaftliche Forschung,

Beschließt :

Artikel 1. Der ursprüngliche Titel des Erlasses der Exekutive vom 19. Dezember 1988 bezüglich der Prüfungen und der Bewertung in der Grundausbildung, abgeändert durch den Erlaß der Exekutive vom 10. Juli 1991, wird durch die Wörter « des Mittelstandes » vervollständigt.

Art. 2. Im obenerwähnten Erlaß wird in Artikel 20, § 1, der Absatz 1. durch folgenden Absatz ersetzt :
« 1. in den Kenntnissen in Betriebsführung pro Unterrichtsbereich und in den Fachkenntnissen oder in den integrierten Kenntnissen die Hälfte der Punkte erhalten; ».

Art. 3. Im obenerwähnten Erlaß wird in Artikel 35 der erste Satz durch folgenden Satz ersetzt :
« Um die Bewertung zu bestehen, muß der Kandidat in den Kenntnissen in Betriebsführung pro Unterrichtsbereich und in den Fachkenntnissen oder in den integrierten Kenntnissen die Hälfte der Punkte erzielen. ».

Art. 4. Im obenerwähnten Erlaß wird in Artikel 40 der erste Satz durch folgenden Satz ersetzt :
« Um die Schnellkurse in Betriebsführung zu bestehen, muß der Teilnehmer bei der Bewertung pro Unterrichtsbereich die Hälfte der Punkte erzielen. ».

Art. 5. Vorliegender Erlaß tritt am 1. September 1992 in Kraft.

Art. 6. Der Gemeinschaftsminister für Unterricht und Ausbildung, Kultur, Jugend und wissenschaftliche Forschung, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 27. November 1992.

Für die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft :

Der Vorsitzende der Exekutive,
Gemeinschaftsminister für Finanzen, Gesundheit und Familie, Sport und Tourismus,
J. MARAITE

Der Gemeinschaftsminister für Unterricht und Ausbildung, Kultur, Jugend
und wissenschaftliche Forschung,
B. GENTGES